

FONDS DE CONCOURS RELATIFS A LA VOIRIE

AVENANT A LA CONVENTION CADRE

entre

Terres d'Argentan Interco, établissement public de coopération intercommunale, représenté par son président, M. Frédéric LEVEILLÉ, agissant au nom et pour le compte de l'établissement, en vertu d'une délibération du conseil communautaire en date du 17 juin 2025,

d'une part,

et

l'ensemble des communes membres de Terres d'Argentan Interco, représentées par leurs maires respectifs, agissant au nom et pour compte de leurs communes, en vertu de délibérations des conseils municipaux respectifs,

d'autre part.

préambule :

Dans le cadre des travaux préparatoires à l'instauration d'un pacte financier et fiscal à l'échelle communautaire, les mécanismes de cofinancement par voie de fonds de concours ont été réinterrogés dans le double souci de l'égalité de traitement entre communes et d'équilibrage financier des conséquences du pacte. C'est dans cette perspective que la convention instituée en 2018 et modifiée en 2021 au bénéfice de l'entrée en vigueur du pacte de gouvernance vient s'étendre aux opérations d'aménagement urbain et aux travaux relatifs au réseau d'éclairage public.

Le présent avenant est voué à intégrer ces dispositions nouvelles.

Il a été convenu ce qui suit :

article 1 :

L'article 2 de la convention cadre signée par le président de l'EPCI autorisé par la délibération du 17 mai 2022 instaurant le principe des fonds de concours sur les travaux de voirie est modifié et s'écrit comme suit :

Le périmètre des opérations de voirie visé par la présente convention cadre est constitué :

- du programme annuel de voirie faisant l'objet d'une opération budgétaire identifiée comme telle au sein du budget communautaire ;
- du programme annuel sur le réseau des eaux pluviales faisant l'objet d'une opération budgétaire identifiée comme telle au sein du budget communautaire ;
- du programme annuel sur les ouvrages d'art faisant l'objet d'une opération budgétaire identifiée comme telle au sein du budget communautaire ;
- des opérations de voirie sur le domaine public figurant à la section d'investissement des budgets communaux ;
- du programme annuel de travaux portant sur le réseau d'éclairage public ;
- de la part des opérations d'aménagement urbain consistant en travaux de voirie, travaux d'éclairage public, réfection d'ouvrages d'art et interventions sur le réseau d'eaux pluviales.

article 2 :

Au-delà du principe du fonds de concours à hauteur de 30% du montant hors taxe des travaux, le cofinancement des opérations d'aménagement urbain donne lieu à une convention spécifique qui, pour chaque opération, règle les aspects suivants :

- le budget et le calendrier de l'opération ;
- les délégations de maîtrise d'ouvrage ;
- la part du montant du projet soumise à fonds de concours et l'assiette de calcul des fonds de concours au regard des subventions perçues ;
- la répartition des dépenses de maîtrise d'œuvre.

article 3 :

L'extension du dispositif de fonds de concours au programme annuel portant sur le réseau d'éclairage public prend effet à compter des travaux inscrits au budget 2026. Ainsi, les dépenses constatées en 2026 et au-delà qui relèvent d'une programmation inscrite au budget avant le 1^{er} janvier 2026 ne donnent pas lieu au versement d'un fonds de concours.